

# SOMMAIRE

**LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL**

**2**

**CONTEXTE GÉNÉRAL D'INTERVENTION**

**3**

**I- PROJETS MIS EN ŒUVRE ET RÉSULTATS ATTEINTS AU CIPCRE-CAMEROUN**

**5**

**II- PROJETS MIS EN ŒUVRE ET RÉSULTATS ATTEINTS AU CIPCRE-BÉNIN**

**16**

**III- NOS RESSOURCES ET STRATÉGIES**

**26**

**1- Nos Ressources Humaines**

**26**

**2- Nos Ressources Financières**

**28**

**3- Nos stratégies de pilotage et de capitalisation**

**30**

**LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS**

**30**



Au sortir de l'année 2022 et au vu travail abattu au CIPCRE-Cameroun et au CIPCRE-Bénin, je suis animé par un sentiment de satisfaction. Comme à l'accoutumée, le CIPCRE a ouvert une nouvelle page de son histoire. Sur le terrain du développement, il a, au Cameroun, travaillé dans ses principaux champs d'intervention que sont : Agriculture durable, entrepreneuriat et hygiène communautaire, Paix et cohésion sociale et Droits humains et participation citoyenne. Il a élargi l'assiette de ses interventions pour embrasser plus d'une dizaine de projets dits satellites. Au Bénin, il a approfondi les six champs d'action traditionnels que sont les Ressources Naturelles et cadre de Vie, l'Agriculture Naturelle, Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, Droits des enfants et autres Personnes Vulnérables, Emploi des Jeunes, Participation Citoyenne et Gouvernance Locale, Promotion du Développement Holistique.

Les résultats engrangés ont été à la hauteur des espoirs. Je saisis l'opportunité qui m'est offerte pour adresser mes félicitations à tous les employés, des techniciens de surface aux Directeurs nationaux en passant par les vigiles, les cadres et autres animateurs de terrain. Ils ont, chacune et chacun, apporté leur pierre à l'édification de notre maison commune que nous chérissons toutes et tous. Dans la croisade que nous avons engagée contre la pauvreté et les fléaux sociaux, nous avons bénéficié de la contribution inestimable des services déconcentrés de l'Etat et des élus communaux. Qu'ils en soient remerciés ! Je n'oublie pas nos autres partenaires, locaux et internationaux, qui ont été à nos côtés pour nous apporter pour certains, des soutiens techniques et pour d'autres, des financements nécessaires à la réalisation de nos activités.

Au soir de cette année 2022, notre regard reste tourné vers le Togo où des frémissements de parturition se font sentir. En effet, par Arrêté no 0382/MATDDT-CAB, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et du Développement des Territoires, a autorisé l'installation du CIPCRE sur ce territoire. Un adage bien connu dit : jamais deux sans trois. Après le CIPCRE-Cameroun et le CIPCRE-Bénin, voici bientôt le CIPCRE-Togo sur le terrain de l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations. Ma profonde gratitude va à toutes celles et tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à entretenir ce rêve qui est en train de s'actualiser.

Je reste convaincu que la dynamique de transformation sociale qui irrigue nos actions ira s'amplifiant et que l'avènement d'un autre monde possible n'est plus de l'ordre de la fiction. Les activités menées au cours de cette année de référence, par leur ampleur et leur productivité, en donnent toute la mesure.

Bonne lecture !

**Rév. Dr Jean-Blaise Kenmogne**  
**Docteur en Droits de l'Homme**

Quel que soit le plan sur lequel on le considère, le contexte général d'intervention du CIPCRE au cours de l'année de référence est marqué par de nombreux contrastes voire des tensions plus ou moins vives au Cameroun comme au Bénin.

Sur le plan socio-politique, malgré les efforts de la communauté internationale et du gouvernement camerounais, l'ambiance bon enfant de la 33ème édition de la CAN organisée au Cameroun, la guerre s'est poursuivie dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest (NOSO) et dans l'Extrême-Nord du pays avec son funeste corollaire, l'insécurité. Dans le NOSO, on a noté l'enlèvement à Bamenda de la sénatrice du RDPC Regina MUNDI, 79 ans, qui après une opération militaire contre « un refuge terroriste » le 30 avril 2022, a été libérée 1 mois après (30 mai) à Ashong ; l'assassinat le 14 juillet 2022 à Lebialem dans le Sud-Ouest, de FIELD MARSHALL, transfuge de l'armée camerounaise reconverti dans l'idéologie sécessionniste ; l'accroissement du nombre des Personnes Déplacées Internes (PDI) dans les régions frontalières du NOSO qui est passé à 712.000 et des pertes en vies humaines à plus de 4.000 dont des victimes se comptent aussi bien dans les rangs des Forces de Maintien de l'Ordre (FMO) que de ceux des sécessionnistes et civils (Rapport Mondial 2022 de l'organisation Human Rights Watch, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2022/country-chapters/380821>) ; l'incursion des séparatistes venus du Ngoketundjia dans le Nord-Ouest dans la nuit du 07 au 08 juin 2022 à Kouoptamo dans le Noun avec pour bilan, 5 morts, 02 blessés et un poste de contrôle de la gendarmerie brûlé. Dans l'Extrême-Nord, plus d'une douzaine d'enlèvements ont été opérés avec demande de rançon. Cinq (5) travailleurs humanitaires de « Médecins sans Frontières » entre autres ont été ainsi enlevés à Fotokol le 25 février 2022.

Dans les établissements scolaires publics, la grève des enseignants s'est poursuivie sous l'impulsion du mouvement OTS (on a trop supporté). Les revendications ont porté essentiellement sur le retard d'intégration des enseignants à la fonction publique, la non-revalorisation de leurs salaires, le non-paiement des frais de correction des examens officiels, le non-paiement de certaines primes et avancements, toutes choses qui ont entraîné des conséquences néfastes telles que le décrochage scolaire, la délinquance juvénile, la baisse des

résultats scolaires et ralenti l'implémentation du projet dans les établissements pilotes.

A cette grève et à ses corollaires s'est ajoutée l'insécurité dont les nouvelles formes sont plus inquiétantes les unes que les autres. De nombreux témoignages des responsables d'établissements scolaires, parents et autres élèves font état de la récurrence des cas de violence entre élèves et enseignants et entre élèves, du trafic et de la consommation des drogues et alcools, de l'absence d'écoute des jeunes par les enseignants et d'abus sexuels dans les établissements scolaires. Au sujet de ce dernier point, on peut citer le viol collectif impliquant 25 élèves du lycée classique de Sangmélina sous l'emprise de l'alcool et des drogues le 11 novembre 2022 (<https://actucameroun.com/2022/11/14/lycee-classique-de-sangmelima-25-eleves-surpris-en-plein-ebats-sexuels-dans-une-maison/>). Malheureusement, très peu d'enseignants et d'encadreurs sont capables et outillés pour la maîtrise de soi et la gestion des cas d'indiscipline et de violence.

Au Bénin, 2022 a été une année d'espoir de renaissance démocratique : les préparatifs et les campagnes pour les élections législatives prévues pour le 08 janvier 2023 ont rouvert le champ à plusieurs partis politiques (y compris ceux qui se réclament de l'opposition). Plusieurs personnalités y ont vu une volonté d'apaisement politique. De même, la réforme de l'Administration territoriale visant une meilleure gestion des Communes est entrée dans sa phase active avec la mise en place du personnel technique appelé à s'investir dans le développement local, sur fond de dépolitisation. Le pays a continué d'enregistrer des attaques terroristes dans le septentrion qui fait partie des zones de concentration du CIPCRE-Bénin.

Au plan social, le Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) est passé de 40.000 depuis 2014 à 52.000 FCFA pour compter de janvier 2023. Le Chef de l'Etat a annoncé d'heureuses perspectives pour les personnes handicapées. Le maintien des enfants (en particulier des filles) à l'école est devenu une grande préoccupation portée par le gouvernement à travers le programme Cantines scolaires, le projet régional SWEDD qui appuie fortement des milliers de familles vulnérables (kits scolaires, transferts monétaires, etc.), etc. L'empressement de l'Etat à

répondre aux interpellations de la CAN/OIT et des USA concernant le travail des enfants est aussi très encourageant.

Sur le plan économique, le conflit russo-ukrainien a entravé la reprise économique du Cameroun, accentuant les pressions inflationnistes et les vulnérabilités structurelles nationales. Le panier de la ménagère en a pris un coup, notamment avec l'augmentation des prix des denrées de première nécessité telles que le riz, l'huile, le savon, etc. Cette conjoncture économique a amené de nombreux parents à délaissé leurs rôles de premiers éducateurs pour se consacrer à la recherche effrénée du nécessaire pour la subsistance familiale. De nombreux jeunes ont été ainsi abandonnés à eux-mêmes avec pour corollaire leur exposition aux effets pervers des TIC et à l'influence des pairs.

Au Bénin, *«la reprise post-Covid amorcée s'est brutalement estompée par le renchérissement des coûts des matières premières, de la logistique ainsi que des produits de première nécessité en raison de la guerre Russie/Ukraine. Conséquence, le pouvoir d'achat des populations s'est trouvé fortement dégradé... »* s'est désolé le Chef de l'Etat dans son traditionnel message sur l'état de la Nation.

Sur le plan agricole, les producteurs camerounais ont vécu des moments assez délicats au cours de la seconde campagne agricole 2022 à cause des effets liés aux changements climatiques. En effet, ils ont assisté à un arrêt brusque et inattendu des pluies précédé par des précipitations très abondantes et inhabituelles. Ces changements ont entraîné hélas des pertes significatives en rendements agricoles, principalement le haricot.

Dans le but de contribuer à l'élaboration participative des normes camerounaises sur l'agriculture biologique ainsi que le cahier des charges national, un groupe de travail a été constitué autour du programme Procisa de la GIZ. Les résultats des travaux ont permis de revisiter, après de multiples consultations, l'avant-projet de loi du gouvernement régissant l'agriculture biologique au Cameroun et de faire des propositions d'amendement en vue de son amélioration.

Au Bénin, trois faits saillants méritent d'être relevés : (i) l'élaboration de la 3ème génération du Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE 3) est achevée et garantit une continuité d'action en faveur de la Politique Nationale de l'Eau ; (ii) la poursuite de la salubrité dans le grand Nokoué est renforcée par la promulgation de la loi N° 2022-04 du 16 février 2022 sur l'Hygiène publique qui rehausse la responsabilité du citoyen, des Communes et de l'Etat central ; les efforts se sont poursuivis en matière d'opérationnalisation de la stratégie nationale du conseil agricole en dépit des velléités vite réprimées de mauvaise gestion du Fonds National de Développement Agricole.

C'est dans ce contexte à la fois contrasté et parcouru par quelques tensions que le CIPCRE a mené ses activités au cours de l'année de référence.

Pour contribuer à relever certains des nombreux défis de développement durable, de la cohésion sociale et des droits des couches sociales les plus défavorisées, le CIPCRE a mis en œuvre des projets dont il importe de revenir, illustrations à l'appui, sur les résultats les plus significatifs.

## 1. Projet de Renforcement des Initiatives de Développement Durable et de Construction de la Paix -2 (RIDECOP-2)

### Zone d'intervention

Le Projet RIDECOP-2 est mis en œuvre dans les départements des Bamoutos, des Hauts Plateaux, de la Mifi, du Noun et de du Ndé dans la Région de l'Ouest et dans la Vina (Adamaoua)

### Objectifs spécifiques

Le projet RIDECOP 2 s'articule autour de trois objectifs spécifiques formulés pour l'OS1 comme suit : *Les bénéficiaires de nos zones intervention prennent des initiatives en vue de s'auto employer, d'améliorer la qualité et la quantité de leur production afin de se prendre en charge, préserver leur environnement, leur santé et celle des consommateurs ; pour l'OS2, Les bénéficiaires*

*des actions du CIPCRE s'engagent pour le renforcement de la cohésion sociale à travers des initiatives de promotion de la paix, du vivre ensemble et de la résolution pacifique des conflits par les groupes interreligieux, les communautés éducatives et les associations communautaires et pour l'OS3, Les femmes, les jeunes et les enfants des zones d'intervention du CIPCRE, bénéficient d'un environnement communautaire protecteur de leurs droits et participent activement à la gestion des affaires de leurs localités. Ces objectifs sont poursuivis respectivement dans le cadre de trois programmes : Agriculture Durable, Entreprenariat et Hygiène Communautaire (PADEHCOM), Paix et Cohésion Sociale (PACOS) et Droits Humains et Participation Citoyenne (PDHUPAC).*

### Principaux résultats atteints

#### 1.1. Au PADEHCOM

- Sur 140 nouveaux producteurs accompagnés, 112 agriculteurs et éleveurs dont 79 femmes dans les villages pilotes ont appliqué au moins deux nouvelles méthodes agricoles agro écologiques (compost de 21 jours, EM indien, purins et extraits divers, rotation des cultures, cultures mixtes, agroforesteries, ...), soit 80 %.

- Parmi les 322 anciens producteurs bio dont 154 femmes touchées, 133 dont 78 femmes dans les villages pilotes ont amélioré leurs revenus

grâce à la vente des produits biologiques, au profit réalisé et à l'arrêt des achats d'intrants de synthèse.

- 40% des producteurs et petits éleveurs dont 23% des femmes ont amélioré leurs revenus d'au moins



20 %. Cette augmentation est due aux activités de transformation.

-10 établissements scolaires sur les douze accompagnés ont mis en œuvre un plan





de promotion des bonnes pratiques d'approvisionnement en eau, hygiène et assainissement, soit 83,3%



- Dans 12 établissements, 161 élèves leaders dont 84 filles se sont engagées dans la promotion

et la vulgarisation des bonnes pratiques d'approvisionnement en eau, hygiène et assainissement auprès de leurs pairs, soit au total 420 élèves dont 22 filles.

- 34 producteurs dont 22 femmes cultivent, transforment et vendent en permanence des tisanes médicinales et l'huile d'avocat, soit 34 emplois permanents et plus de 80 emplois temporaires

- 117 producteurs dont 75 femmes se sont engagés dans l'agroécologie.



## 1.2. Au PACOS

- 138 conflits dont 95 en milieu scolaire et 33 en communauté ont été enregistrés dans les zones d'intervention du CIPCRE. De ces 138 conflits identifiés, 96 (74 en milieu scolaire et 22 en communauté) ont été gérés de manière non-violente et dans le respect des droits pour le renforcement de la paix sociale, soit 69,56%.

droits pour le renforcement de la paix sociale, soit 58,06%.

- En 2022, 138 conflits dont 95 en milieu scolaire et 33 en communauté ont été enregistrés dans les zones d'intervention du CIPCRE par rapport à 315 conflits identifiés en 2020, soit 177 conflits en moins en valeur absolue et 56,19% de baisse en valeur relative. - 1904 initiatives(causeries) ont été menées par les différents leaders au profit de 11302 personnes ;

- 291 enfants victimes de violences (34 abus sexuels, 180 négligences parentales,77 mariages



- Un cumul des deux dernières années permet d'observer que 403 conflits ont été enregistrés dans les zones d'intervention du CIPCRE, soit 291 en milieu scolaire et 102 en communauté.

- Des 403 conflits identifiés, 234 ont été gérés de manière non-violente et dans le respect des





- 12 villages ont été engagés dans le processus d'adoption de leur code coutumier d'humanisation des rites de veuvage ;

- 4 codes coutumiers ont été signés et 4 sont en cours de finalisation

d'enfants) impliquant 238 filles et 53 garçons ont été identifiés à travers les dénonciations ;

- Une assistance psychosociale a été apportée aux enfants identifiés à travers une prise en charge adéquate ;



## 2. Projet Renforcement De L'environnement Protecteur De L'enfant Par La Parentalité Positive Et Education A La Non-Violence (REPEPPEN)

**Zone d'intervention** : Ghana, Bénin, Mali et 3 zones au Cameroun : Foubot, Fouban et Koutaba

- Engagement des autorités à soutenir le projet

### Objectifs spécifiques

- Les représentants de 10 OSC de la Coalition protégeons Nos enfants au Cameroun ont eu des connaissances renforcées sur l'analyse de contexte en matière des droits de l'enfant

**OS 1** : Les personnes leaders dans les 13 zones d'intervention du projet sont en mesure de mettre en œuvre des mécanismes adaptés localement pour promouvoir une parentalité positive et une éducation non violente.

- Au 31 décembre 2022, 9 établissements scolaires ont été identifiés et les autorisations d'intervention dans ces étalements ont été obtenues.

**OS 2** : 8.700 enfants et adolescents dans les pays du projet ont des compétences de vie qui leur permettent de promouvoir un comportement positif à l'école, dans la famille et dans la communauté.

- 45 membres des pools de compétences ont été identifiés dans ces 9 établissements scolaires

**OS 3** : Des approches transférables au niveau international pour la promotion d'une parentalité positive et d'une éducation non violente ont été testées et diffusées au Mali, au Bénin, au Ghana et au Cameroun.

- Participation à l'atelier régional organisée par KIRA comme cadre stratégique et technique d'échange et de partage des bonnes pratiques.

### Principaux résultats atteints

- Identification des MPP comme leaders à mettre en œuvre le mécanisme de promotion de la parentalité positive



### 3. Projet d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes et renforcement des mécanismes communautaires de protection l'enfance à Melong et Babadjou (UNICEF)

**Zone d'intervention :** Babadjou, Melong

9 300 000 CFA ;

#### Objectifs spécifiques

**OS 1 :** Renforcer la promotion des entreprises agropastorales jeunes, rentables, intégrées dans les chaînes de valeurs, et créatrices d'emplois dans la zone de Melong

**OS2 :** Soutenir l'engagement des RECOPE pour le renforcement du système communautaire de protection de l'enfant dans les arrondissements de Melong et Babadjou à travers des appuis en AGR

- Virement des crédits démarrage à 50 jeunes pour une enveloppe d'environ 37 000 000 F CFA;

- Décaissements et processus de création des entreprises en cours dans le bassin de production de Melong ;

- 140 membres de 20 RECOPE (70 à Melong et 70 à Babadjou) capacités sur les techniques entrepreneuriales ;

- 20 Micro projet des RECOPE ayant bénéficié d'un accompagnement technique et financier, soit 10 à Babadjou et 10 à Melong (02 micro projet d'agriculture, 06 élevage de porc et 12 élevage de poule) ;

- 146 Actions de prévention menées par les RECOPE grâce aux AGR ;

- 170 enfants (105 filles et 65 garçons) victimes de violences, d'inégalités ayant été référés vers les hôpitaux, centres sociaux et autres structures agréées de Babadjou et Melong en vue de bénéficier d'un accompagnement.



#### Principaux résultats atteints

- 97 idées de projets validées par le Comité Régional de Sélection du Littoral ;

- Capacités de 50 jeunes de Melong renforcées sur l'entrepreneuriat Agropastorale (ETA Dibombari) ;

- Virement des apports personnels à 50 jeunes :



### 4. Projet Jeunes Bâtisseurs de Paix Actifs pour le Renforcement de la Cohésion Sociale (JEB-PACOS)

**Zone d'intervention :** Communes de Maroua, Yaoundé 2, Yaoundé 6, Fouban-Kouoptamo, Douala-Bonabéri, Bafoussam 2 et Bafoussam 3.

#### Objectifs spécifiques

**OS 1 :** Dans chaque école ciblée, les enfants ont créé un Groupe d'Entraînement à la Paix (GEP) qu'ils animent quotidiennement comme espace



de développement de la « Bonne puissance » (Art de vivre au quotidien) et des lifeskills pour faire face à la violence subie ou commise.

**OS 2 :** Dans différents endroits des régions dans lesquelles sont actives les organisations partenaires, des initiatives interethniques et/ou interreligieuses travaillent sur les droits civils et politiques ainsi que sur la prévention des conflits d'intérêts.

**OS 3 :** Les réfugiés et personnes déplacées sont encadrés et leur intégration dans les communautés de la population locale est promue.

### Principaux résultats atteints

- 14 groupes d'entraînement à la paix créés dans 14 établissements scolaires
- Les 14 GEP créés sont constitués de 242 élèves membres dont 127 filles, lesquels ont été capacités.



Les GEP-Scolaires ont initié des espaces d'échanges sur les techniques d'entraînement à la paix et le développement des compétences de vie courante chez leurs pairs.

- Au moins 82 actions de prévention ont été menées par les 14 GEP-Scolaire créés dans les zones de projet au sein de leurs différents établissements respectifs au profit de 7146 élèves et 274 enseignants

- Dans chacune des 7 communes d'intervention, un GEP-Communautaire a été mise en place, animé par des jeunes et femmes de religions/ethnies différentes (avec une proportion de 50% de PDI).

- Les 7 GEP créés sont constitués de 140 membres avec une proportion de 50% de PDI par groupe, lesquels ont été formés sur les techniques de médiation communautaire, l'écoute active et la communication non-violente

- Les GEP ont mené 21 actions d'envergure au sein des communautés pour favoriser l'inclusion des PDI et autres groupes vulnérables

- 04 GEP communautaires (Biyemassi, Tchitchap, Gouache et Kouoptamo) ont initié des rencontres avec les autorités locales pour plaider en faveur des PDI ;



- Une élite de la communauté Gouache à Bafoussam 3 grâce au travail du GEP a apporté son soutien aux PDI de la zone en octroyant des denrées alimentaires d'une valeur de 350 000 F CFA aux PDI identifiées comme étant en détresse.

Les PDI ont désormais un groupe de confiance (les GEP-C) vers qui elles se tournent en cas de difficulté ou de besoin d'informations sur les services sociaux de base.

## 5. Projet Théâtre et Cinéma pour la paix (TP)

**Zone d'intervention :** Bahouan, Baham, Bapa, Bahouoc, Bamendjo, Koutaba, Foubot, Fouban, Bafoussam

### Résultats escomptés

**R1 :** D'ici fin 2022, au moins 10 initiatives de

représentations théâtrales en faveur de la paix sont prises par les groupes de jeunes et de femmes partenaires.

**R 2 :** D'ici fin 2022, au moins une action d'interpellation pacifique des décideurs publics est menée par les jeunes et les femmes dans chacune des 9 zones d'interventions du projet.

**R3 :** D'ici fin 2022, au moins 12 épisodes de « Radio Drama » sont produits comme espace d'expression non violente des jeunes et des femmes et diffusée en collaboration avec une radio communautaire locale.

### Principaux résultats atteints

- 28 initiatives de représentations théâtrales en faveur de la paix ont été prises par les jeunes et femmes partenaires du CIPCRE. Ces représentations ont permis de toucher près de 3700 jeunes et adultes des zones du projet

- 23 initiatives de représentations théâtrales faites par les jeunes membres des clubs théâtre au sein de 12 établissements scolaires

- 05 initiatives de représentation théâtrale en communauté réalisées avec l'appui des Comité Interreligieux (CIR) de Foumban, Bafoussam et Foubot

09 actions d'interpellation pacifique des décideurs publics ont été menées par les jeunes et femmes dans les 09 zones d'intervention du projet à travers les représentations théâtrales, les actions de lobbying et des récits ;

- 13 épisodes de Radio Drama ont été produites



sous le thème « Un cri pour la Paix » avec l'appui des membres de la TIM et en collaboration avec la radio communautaire Fussep. Cette dernière s'est également chargée de la diffusion de ce programme.

- Lors des émissions interactives réalisées par cette radio locale, les auditeurs n'ont pas manqué d'apprécier les thématiques abordées (Non-violence, gestion pacifique des conflits, vivre ensemble...) et ont suggéré la diffusion constante des émissions similaires qui à force de répétition, auront un grand impact sur le changement des mentalités chez les jeunes.



## 6. Projet de Plaidoyer pour le développement d'une conscience citoyenne dans la diversité basée sur l'histoire commune et les valeurs/symboles d'unité nationale (PCCD-HCV) SCP/PPLM

**Zone d'intervention :** 10 régions du Cameroun

### Objectifs spécifiques

**OS 1 :** Les acteurs de la société civile / organisations confessionnelles plaident pour le renforcement de la cohésion entre Camerounais à travers la promotion d'un nouveau rapport à leur histoire commune en vue de réduire la fragmentation linguistique, ethnique, politique et géographique.

**OS 2 :** Les jeunes et les femmes dans les établissements scolaires, les universités et dans les

communautés des zones du projet interpellent les décideurs publics sur l'importance de la promotion des valeurs et symboles favorables à la cohésion sociale



## Principaux résultats atteints

- Les conclusions de la Collecte des données sur les perceptions, les attentes et les éléments clés de l'histoire commune, respectivement pour la rédaction de l'histoire du Cameroun et pour la valorisation des monuments historiques ont été présentées lors d'un atelier public qui a rassemblé les dépositaires d'enjeux, les organisations de la société civile, les membres du réseau SCP, la Coordination SCP, GIZ, AGIAMONDO, les autorités religieuses, traditionnelles et les médias. Le comité de rédaction de l'encyclopédie de l'histoire du Cameroun par la voie de son Vice-Président, le Ministère des arts et de la culture, a décidé d'utiliser ces conclusions.

- 800 élèves ont répertorié et sélectionné les valeurs et symboles favorables à l'unité nationale au travers des causeries éducatives organisées dans les 20 établissements des dix Régions du Cameroun. Ils font

la promotion auprès de leurs pairs et des décideurs publics.

- 20 acteurs de médias et les influenceurs web ont publié les déclarations qui les engagent, en même



temps que les autorités administratives, et prennent des initiatives concrètes en faveur de la promotion des valeurs et symboles communs ainsi que la baisse des propos haineux.

## 7. Projet de Promotion d'un Environnement Communautaire Protecteur des Enfants contre les Violences Sexuelles, Culturelles et Religieuses dans les régions de l'Ouest et de l'Adamaoua (PECPEVI)

**Zone d'intervention :** Régions de l'Ouest et de l'Adamaoua

### Objectifs spécifiques

**OS 1 :** Amener les membres des communautés à développer des initiatives durables de prévention des violences sexuelles, culturelles et religieuses envers les enfants

**OS2 :** Susciter l'émergence et l'appropriation des bonnes pratiques d'application du cadre légal de protection des droits de l'enfant par les acteurs clés (politiques, judiciaires, administratifs, religieux et traditionnels)

**OS 3 :** Favoriser la détection précoce des enfants à risque/victimes et faciliter leur sécurisation et leur prise en charge holistique dans la perspective de leur autonomisation

### Principaux résultats atteints

- 4 Dans chacun des 60 établissements scolaires ciblés, il existe 1 PCVC composé de 5 membres.  
- 12 029 Élèves ont été sensibilisés sur les compétences de vie d'autoprotection

- 100% des établissements scolaires partenaires opérationnalise le mécanisme de la paire -éducation à travers la mise en place des PCVC et la prise d'autres initiatives

- Une mouture de Charte Communautaire de Protection de l'Enfant (CCPE) disponible et prête à



validation par les leaders

- 125 MPP formés et mis à la disposition de la communauté. 1920 familles sensibilisées par les MPP sur les bonnes pratiques clés de la parentalité positive et qui les adoptent progressivement

## Pour OS 2 :

- 120 leaders traditionnels et religieux capacités ont pris au moins une initiative de promotion du cadre légal de protection de l'enfant ;
- 6 mairies des zones d'intervention ont adopté un plan annuel communal de protection de l'enfant assorti de budget ;
- 294 cas dénoncés par 401 personnes dans la communauté auprès des autorités ;
- 68,02 % des 294 enfants victimes identifiés sont réhabilités à la suite de l'accompagnement de qualité reçu.



## 8. Projet de l'opérationnalisation du mécanisme de gestion des plaintes, de la conduite des campagnes de sensibilisation et de communication sociale, du suivi des activités de violences basées sur le genre sur la section Babadjou-poste de péage de Matazem (PHASE 1)

**Zone d'intervention** : Babadjou à l'Ouest et Matazem dans le Nord-Ouest

### Objectifs spécifiques

**OS 1** : Améliorer le niveau d'information des populations des différentes localités de la zone de projet.

**OS 2** : Renforcer les capacités des membres de l'équipe du projet et des autres acteurs de différentes localités dans l'activation, la mise en œuvre et la maintenance des projets communautaires d'ici 2020

**OS 3** : Contribuer à une gestion adéquate des plaintes soumises par les populations riveraines des différentes localités du projet.

### Principaux résultats atteints

- Tous les points focaux et relais communautaires de différentes localités participent et s'impliquent dans la collecte de plaintes, la sensibilisation et la

participation au processus de gestion des plaintes ;

- Le mode innovant de communication et de dissémination des Informations par les relais communautaires à travers les réseaux sociaux groupes et fora WhatsApp, radio, téléphone... a été vulgarisé dans la zone de projet ;

- 4 formations de renforcement de capacités ont été organisées au profit de 100 leaders religieux, traditionnels et associatifs dont 35 femmes dans la conduite du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) et dans la lutte contre les VBG ;

- 87 leaders femmes ont renforcé leurs capacités au cours de 2 ateliers sur la lutte contre les VBG, sont conscientes, prennent des initiatives et participent à la prévention des VBG au sein de leur communauté ;

- Les impacts négatifs liés aux activités du projet ont diminué grâce aux sensibilisations de proximité et au traitement rapide de gestion des plaintes en collaboration avec la structure en charge des travaux et la mission de contrôle ;

- 84% des plaintes liées aux activités du projet sont gérées et le reste en attente de traitement.

## 9. Projet de l'opérationnalisation du mécanisme de gestion des plaintes, de la conduite des campagnes de sensibilisation et de communication sociale, du suivi des activités de violences basées sur le genre sur la section Babadjou-poste de péage de Matazem (PHASE 2)

**Zone d'intervention** : Babadjou à l'Ouest et Matazem dans le Nord-Ouest

### Objectifs spécifiques

**OS 1** : Identifier le(s) type(s) de risques de VBG,

y compris risques EAS, dans la(les) zone(s) d'intervention du projet ;

**OS 2** : Concevoir et mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation et de prévention de ces risques ;

**OS 3** : Assurer l'accès des survivants à des soins

holistiques par le biais d'un protocole d'intervention et d'accès aux services et l'orientation vers les structures compétentes ;



**OS 4 :** Assurer l'accès des survivants à des soins holistiques par le biais d'un protocole d'intervention et d'accès aux services et l'orientation vers les structures compétentes.

### Principaux résultats atteints

- De plus en plus de membres de la communauté prennent conscience de la problématique des VBG à l'instar de Santa où des cas de violence domestique, les

maltraitements d'enfants, les cas de viol ont été signalés ;

- Les membres de la communauté à Akum et Santa organisent eux-mêmes les activités de sensibilisation sur les VBG ;

- 4 formations ont été organisées à Santa et Babadjou au profit des membres des communautés qui leur ont permis d'acquérir des connaissances et des compétences pour la prévention des VBG ;

- L'ensemble du personnel de l'entreprise BUNS en charge des travaux et de la mission de contrôle, soit



196 personnes dont 17 femmes ont bénéficié d'un ensemble de formations sur le PEAS et les VBG ;

- L'élaboration et la vulgarisation d'un circuit de

## 10. Projet API- Eau Potable et Assainissement pour les populations déplacées internes du NO-SO et les communautés d'accueil des départements frontaliers de la région de l'Ouest

**Zone d'intervention :** Départements du Noun, des Bamboutos et de la Menoua

départements de la Menoua, Bamboutos et Noun.

### OG

Contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de santé des populations déplacées dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest et des communautés d'accueil dans la région de l'Ouest du Cameroun.

### OS

Faciliter l'amélioration des conditions d'hygiène et d'accès à l'eau potable des personnes déplacées internes (PDI) du fait du conflit dans la zone anglophone et des communautés d'accueil de la région Ouest, dans les

### Résultats atteints

- 100% des toilettes des écoles et des centres de



santé ont bénéficié des dispositifs de lave-mains (12 arrondissements) ;

- 100% des écoles bénéficiaires du projet ont bénéficié chacune de la mise en place d'un forage et de la construction d'un bloc de latrines sexospécifiques ;

- 100% des établissements scolaires et centres de santé bénéficiaires ont reçu chacun un kit WASH adapté



aux besoins ;

-8 sur 12 responsables d'établissements publiques (9 établissements scolaires et 3 centres de santé) et plus de 70% des élèves membres des clubs WASH

témoignent du changement positif de comportement chez les élèves et autres usagers y compris la baisse de fréquence des maladies liées au manque d'hygiène telles que la dysenterie et la typhoïde.

## 11. Projet Centre de Connaissance en Agriculture Biologique pour l'Afrique (CCAB-PCAC)

**Zone d'intervention** : Ouest, littoral et Adamaoua pour le Cameroun

### Objectifs spécifiques

OS 1 : Développer un système de collecte, de traitement et de validation des connaissances adaptés aux réalités locales de l'Afrique Centrale.



OS 2 : Créer/actualiser des produits de connaissance en agriculture biologique selon les besoins des acteurs de la chaîne de valeur.

OS 3 : Faciliter la mise en place des cadres de concertations entre les acteurs (producteurs, distributeurs, transformateurs, consommateurs) de la chaîne de valeur biologique au Cameroun pour améliorer l'accès au marché et le renforcement du cadre réglementaire en matière d'agriculture biologique.

### Principaux résultats atteints

- 1 draft de stratégie de collecte et de validation des connaissances dit « Plan d'action de mobilisation des connaissances » est disponible et en cours d'amendement avec FiBL ;
- 4 produits de connaissance créés en cours de téléversement dans la plateforme ;
- 6 produits de connaissances en cours de reformatage pour mise à disposition ;
- 3 Forums d'acteurs biologiques ont été mis en place à travers les plateformes WhatsApp, regroupant 58 personnes dont 19 femmes à l'Ouest, 20 au Littoral et



19 dans l'Adamaoua ;

- 1 draft du Rapport de l'étude sur l'analyse critique du cadre réglementaire de l'agriculture biologique est disponible.

## 12. Projet ELLE - Entrepreneuriat Local et Leadership féminin pour l'Égalité des chances

**Zone d'intervention** : les Régions de l'Ouest, de l'Est et de l'Adamaoua

### Objectifs spécifiques

OS 1 : Accroître les possibilités d'accès des femmes et des jeunes bénéficiaires aux initiatives entrepreneuriales et culturelles.

OS 2 : Adopter des mécanismes endogènes pour promouvoir les droits économiques et sociaux des femmes.

OS 3 : Faciliter le dialogue entre la société civile et les autorités locales et nationales sur les droits des femmes les plus vulnérables.

### Principaux résultats atteints

- 40 microprojets soutenus sur le plan matériels à hauteur de 30 millions pour l'ensemble. Ces microprojets ont impliqué 420 personnes ;
- 41 microprojets retenus pour accompagnement matériels (phase 2 de financement) ;

- 38 structures et programmes de financement (24 établissements de microfinance, 02 banques, et 12 programmes étatiques) ont présenté leurs opportunités de financement aux porteuses de microprojets ;
- Mobilisation de plus de 100 porteurs de microprojets pour la participation aux FIE ayant connu plus de 5000 visiteurs ;
- 280 femmes leaders de Bafoussam 1, 2, Mbouda, Nganha, Ngaoundéré 1 & 2, Bertoua 1& 2 Mandjou

personnes sur les thématiques liées aux VBG ;



24 événements culturels organisés par les leaders religieux et traditionnels dans 24 villages au profit d'environ 26800 personnes pour subvertir les stéréotypes de genre ;

- Dialogue au sein des communautés grâce aux ciné-débats ;

- 125 organisations et services déconcentrés de l'Etat (SDE ont été identifiés et mobilisés pour un diagnostic sur l'intégration du genre) ;

- 364 leaders d'OSC et de SDE dont 124 femmes capacités à travers 12 sessions de formation amélioratives sur la prise en compte du genre.

capacités sur le programme « je connais mes droits, j'agis » ;

- 9 comités de veille fonctionnelle dans les zones du projet ;

- 36 initiatives de 154 femmes leaders au profit 5278

### 13. Projet de Valorisation du Leadership Féminin pour le Renforcement du Système de santé par la promotion de la Vaccination en contexte de la Covid-19 (VLF-SySVa-Covid)

**Zone d'intervention :** Communes de Bandjoun, Demdeng, Bayangam, Bagangté, Bazou, Tonga, Bana, Bafang, Bakou, Banka, Ngaoundal, Dir et Tibati.

#### Objectifs spécifiques

**OS1 :** Promouvoir la vaccination en collaboration avec les Collectivités Territoriales Décentralisées, les Districts de Santé les Associations locales de Développement en santé.

**OS 2 :** Valoriser le leadership féminin pour le renforcement du système de santé, dans le domaine de la promotion de la santé et l'accès à la vaccination, en particulier pour les personnes vulnérables.

**OS 3 :** Assurer la gestion des savoirs et la pérennisation des acquis pour le développement sanitaire.

#### Principaux résultats atteints

- Dans chacune des 14 communes, il existe un plan de promotion de la santé et de déploiement des stratégies avancées de vaccination validés par

l'exécutif communal et les membres de la commission des affaires sociales du conseil municipal ;

- 42 femmes leaders ont été capacitées sur le programme « Je connais mes droits, j'agis ! » et ont mené 229 initiatives de sensibilisation au profit de 6878 personnes ;

- 42 femmes leaders ont été capacitées sur les techniques de CCAP et ont mené des actions de suivi parmi lesquels 28 projets BIP en lien avec le domaine de la santé.





## II. PROJETS MIS EN ŒUVRE ET RESULTATS ATTEINTS AU CIPCRE-BENIN

### 1. Champ d'action 1 : Ressources Naturelles et cadre de vie

#### Zones d'intervention

- La basse vallée de l'Ouémé comprenant quatre (4) Communes (Aguégoués, Dangbo, Adjohoun et Bonou). Dans chaque Commune, un village ou quartier bénéficie de la concentration des activités : c'est le Village Pilote (VP). Les 4 VP sont : Bembè (Aguégoués), Késsounnou (Dangbo), Houèdo-Wô (Adjohoun) et Gnanhouizounmè (Bonou).
- Allemagne et Bénin (Programme ODD13)



Pour le compte du CA1, les actions menées relèvent du volet 2 du projet PAdacLim-Bénin II rallonge, de la composante 2 du projet PACED-Vallée et du programme d'échange des jeunes béninois et allemands sur l'éducation au développement durable et à l'adaptation au changement climatique (Programme ODD13).

Rappel des objectifs

**Objectif global :** D'ici à 2025, les villages de concentration du CIPCRE-Bénin conduisent leur développement holistique et reflètent le modèle d'un

Bénin plus humain, sain et vert où les ménages ont un accès équitable à l'alimentation, à l'eau potable et à l'assainissement, les enfants et les femmes jouissent pleinement de leurs droits, les jeunes ont accès à un emploi décent et les ressources naturelles sont gérées de façon durable.

Objectif du projet : Les ménages des producteurs agricoles bénéficiaires du projet améliorent durablement leur sécurité alimentaire et nutritionnelle et la jouissance par les enfants de leurs droits fondamentaux.

#### Principaux résultats

- 78 acteurs scolaires (écoliers, collégiens, enseignants) dont 167 femmes, soit 94,5% du taux prévu, sont sensibilisés et informés sur l'Ecole Verte, le PAMES et ont participé activement à l'élaboration des PLEE dans leurs établissements respectifs ;



Cinq (05) Comités Ecole Verte pour un effectif de 35 personnes dont 10 femmes, soit 17,5% du taux prévu,



ont élaboré une feuille de route des diverses tâches concourant à l'effectivité des jardins scolaires où les jeunes seront initiés à l'agroécologie ;

- Quatre (4) supports de communication ont été conçus par les jeunes et réalisés par un illustrateur pour être multipliés et utilisés dans les établissements scolaires ; ils portent sur : Justice climatique ; Empreinte de la main ; Effets de serre ; Conséquences

du changement climatique ;

- Des perspectives de partenariat formel sont ouvertes entre le CIPCRE-Bénin et les ministères concernés par l'éducation environnementale (MCVDD, MEMP, MESTFP).

## 2. Champ d'action 2 : Agriculture Durable, Sécuritaire, Alimentaire et Nutritionnelle

Sont inscrites dans le CA2, les actions réalisées au titre du volet 1 du projet PAdaClim-Bénin II (Rallonge) et celles relatives au projet PACED-Vallée.

### Principaux résultats

- 641 producteurs dont 263 femmes appartenant à 41 groupements de producteurs, ont été sensibilisés sur l'agroécologie et la stratégie nationale de conseil agricole. A l'issue des séances, ils ont pris des engagements pour mettre en application les bonnes pratiques agroécologiques aussi sur leurs parcelles individuelles que collectives. Les bonnes pratiques promues sont : la rotation culturale, l'assolement, le paillage, le labour perpendiculaire à la pente, l'utilisation de légumineuses, l'utilisation des biopesticides pour lutter contre les ravageurs, l'utilisation de variétés à cycle court, la réalisation d'enclos d'élevage adapté (sur pilotis), la réalisation d'infrastructure de pisciculture adapté (bacs ou bâches hors sol, cages flottantes, poches de filets fixes), la diversification agricole par l'élevage et la pisciculture ; soit au total 10 mesures.

- 93 producteurs dont 33 femmes ont nouvellement mis en œuvre des pratiques agroécologiques à l'instar de l'assolement, de l'utilisation de variétés à cycle court, de l'utilisation de biopesticides.

- Le revenu annuel moyen de la production agricole dans les VP est évalué à 924 981 fcfa pour les femmes et 1 527 580 fcfa pour les hommes.

- 383 familles des villages pilotes ont assuré avoir augmenté leur production agricole.

- 123 familles ont assuré avoir commercialisé leurs récoltes de la campagne pluviale à des prix

rémunérateurs. Les actions de conseil de producteurs à l'accès au marché se poursuivent dans les VP à travers l'appui accompagnement des groupements. En effet, les 31 groupements de 507 producteurs dont 223 femmes sélectionnés, ont procédé à leur auto-évaluation diagnostique, à l'élaboration de leurs plans d'action y compris l'appui à l'accès à des marchés rémunérateurs. Quatre ateliers de réflexions sont organisés à cet effet dans les VP sur le développement de ces clusters, la vente groupée des produits agricoles et l'accès au crédit auprès des SFD.



### 3. Champ d'action 3 : Droits des enfants et autres personnes vulnérables

Pour apporter sa contribution à l'éducation et à la protection des enfants, le CIPCRE-Bénin a mis en œuvre huit projets/microprojets relatifs à la généralisation de la Charte des Bonnes Pratiques dans les établissements scolaires, la promotion de l'éducation inclusive, le maintien des filles à l'école, l'éducation à la santé sexuelle et reproductive, la mobilité, le travail et l'exploitation économique des enfants. Lesdits projets et leurs principaux résultats sont déclinés ci-après.

#### A- Projet P 5913 (Généralisation de la Charte des Bonnes Pratiques)

##### A- Projet P 5913 (Généralisation de la Charte des Bonnes Pratiques)

**Zone d'intervention :** Les 12 départements et les 77 Communes du Bénin

**Objectif global :** Un environnement scolaire sûr et exempt de toute forme d'abus sexuels existe pour les élèves des douze départements du Bénin.

Objectif du projet : Une charte de bonnes pratiques contre les violences sexuelles (CBP) est en cours d'introduction et de mise en pratique dans les écoles primaires et secondaires du Bénin.

##### Principaux résultats

- Les deux (2) ministères qui ont désigné chacun en ce qui le concerne, la structure technique centrale et les répondants avec la mise en place de leurs plans d'actions au profit de l'implémentation de la CBP, ont pu exécuter leur plan à plus de 90 %.
- Au primaire, le système de collecte du MEMP (SATEMP) concernant les données relatives aux abus sexuels à collecter annuellement est pratiquement mis en place. Ces informations concernent les grossesses précoces, le viol, le mariage et l'abandon suite à un abus sexuel. Pour le Secondaire, un module additionnel est en cours de conception pour renseigner les déviations en milieu scolaire telles que les grossesses avec plus d'informations relatives à la victime et à l'auteur (si c'est par consentement ou viol) ; et l'éthylisme. Il pourrait être utilisé à partir du début d'année 2023.
- 1 697 PE dont 988 Filles formées connaissent le contenu de la CBP, ont élaboré leur PA qu'ils ont exécuté à travers les restitutions à leurs camarades et les sensibilisations pour le compte de 2021-2022. Pour l'année 2022-2023, après le 1er trimestre, le nombre de PE formés est de 484 dont 238 filles.
- Dans 3 132 écoles primaires et 764 collèges dans les 12 départements, la CBP a été adoptée : soit plus de 100 % d'établissements à suivi rapproché pour le Primaire et 97,20 % pour le Secondaire pour l'année scolaire 2021-2022. Pour le compte de 2022-2023, 3528 établissements dont 539 collèges et 2989 écoles

primaires ont déjà adopté la CBP.

- 64 (dont 18 femmes) professionnels des médias spécialisés sur les thématiques de l'éducation et des droits de l'enfant, connaissent les contenus de la Charte de Bonnes Pratiques et leur propre rôle pour sa promotion. Ils prennent des initiatives en organisant des émissions radio qui impactent les communautés avec de plus en plus un changement de comportements au profit du bien-être des enfants

- Plus de 15 500 parents d'élèves (soit un taux de 48,43 %) dans les établissements ayant adopté la CBP et les communautés environnantes, ont été sensibilisés sur le contenu de la CBP et leur rôle pour la veille permanente autour des enfants. Ils sont membres des comités de veille installés, des APE et de la communauté. Ceci est rendu possible grâce aux responsables des parents d'élèves (FeNaPEB et FEDAPE) formés sur le terrain par les acteurs, les directeurs d'écoles et Inspecteurs/CP ainsi que les comités de veille et les RR.

- Dans plus de 3000 comités de veille (primaire et secondaire), il existe des parents d'élèves qui sont sensibilisés sur le fléau des abus sexuels et la CBP. Ils ont commencé à participer aux rencontres des comités de veille.



## B- Projet Educape-Bénin

**Zone d'intervention :** N'Dali dans le Borgou ; Djougou et Ouaké dans la Donga, Akpro-Misséréte dans l'Ouémé

**Objectif de développement :** Les enfants, notamment les filles ont un meilleur accès à l'éducation et sont mieux protégés sur le plan familial et institutionnel contre les abus sexuels et autres violations de leurs droits.

**Objectif spécifique 1 :** Les enfants et les jeunes connaissent leurs droits et devoirs, les risques auxquels ils sont exposés et œuvrent pour leur autoprotection, leur participation aux processus décisionnels les concernant, leur leadership et leur autonomisation.

### Principaux résultats

- Au moins 80 % de enfants formés membres de "gouvernements scolaires" et des apprentis PE ont acquis des compétences, ont sensibilisé leurs pairs, ont dénoncé les cas d'abus (abus sexuels, maltraitements, déplacements illicites, situations de traite...) survenus dans leurs milieux et ont orienté leurs camarades victimes.

- Quarante-vingt-dix (90) élèves (soit 107 %) membres des gouvernements scolaires dont trente-neuf (39) filles des douze (12) établissements des Villages pilotes (VP) du projet ainsi que cinquante-neuf (59) apprentis pairs éducateurs dont trente-sept (37) filles appliquent des techniques de communication et développent déjà des initiatives de sensibilisation de leurs pairs. Les membres des gouvernements scolaires ont en effet au cours du mois de décembre 2022 sensibilisé huit cent soixante-deux (862) dont cinq cent-neuf (509) filles dans leurs établissements respectifs sur les bonnes pratiques et la dénonciation de toutes sortes de violations des droits de l'enfant et notamment des cas de harcèlement sexuels. Les apprentis pairs éducateurs ont également sensibilisé 307 dont 260 filles de leurs pairs sur les grossesses précoces et les techniques d'autoprotection contre les abus sexuels.

- 75 % des gouvernements scolaires mis en place sont capables de plaider auprès des acteurs sociaux et institutionnels de leurs communes pour la résolution des problèmes qui minent leur épanouissement.

- Soixante-six (66) représentants formés soit 100% dont trente-deux (32) filles de dix (10) gouvernements scolaires ont organisé, avec la participation de quarante-sept (47) responsables des services sociaux

de base dont douze (12) femmes et vingt-deux (22) autres élèves dont dix (10) filles, des audits sociaux dans la commune de N'Dali pour identifier les priorités d'actions pour contribuer à un meilleur maintien des filles à l'école.

- Deux priorités d'actions ont été identifiées à cet effet, à savoir lutter contre les grossesses en milieu scolaire et œuvrer à rendre les réalités socioculturelles de la commune favorables à la scolarisation et au maintien des filles à l'école. Pour cela, les représentants des différents services sociaux de base (services sociaux des mairies, CPS, OCPM, OCE, ONG etc.) ont pris respectivement des engagements allant dans le sens de l'application de ces priorités.



Au moins 75 % des enfants appuyés (EVAP et EVLP) échappent aux abus divers et évoluent normalement dans leur cursus scolaire ou d'apprentissage. Quarante-vingt-sept (427) enfants dont deux-cent-vingt-sept (207), soit (100 %) ayant bénéficié d'appuis en kits scolaires poursuivent normalement leurs études ou leurs apprentissages. Aucun cas d'abandon n'est encore enregistré, que ce soit en milieu scolaire ou en milieu d'apprentissage. La plupart des enfants apprentis affirment que leurs droits sont mieux respectés par leurs patrons grâce aux sensibilisations organisées par le CIPCRE-Bénin à l'endroit de leurs patrons sur les droits des apprentis.

- Au moins 25 % des groupes organisés d'enfants sont fonctionnels et ont influencé au moins un processus décisionnel les concernant.

- Deux groupes organisés d'enfants notamment les CCCE et les mairies de jeunes de la commune de Djougou sont en train d'être mobilisés dans le but de pouvoir influencer au moins une décision en faveur de la protection des enfants. Une initiative des membres CCCE et CCDE de Djougou a été appuyée. Il s'agit de la réalisation d'une émission sur : « **les enfants se plaignent contre les violations de leurs droits** ».

- 50 % des adolescentes mères d'enfants formées ou renforcées sont effectivement réinsérées à l'école/atelier ou sont économiquement autonomes.

- quatre (44) adolescentes mères sur les cent (100) identifiées dans les douze (12) villages pilotes du projet ont bénéficié d'un appui en vue de leur autonomisation économique et matérielle. Parmi elles, vingt huit (28) filles ont été appuyées financièrement pour le paiement partiel de leur frais de contrat d'apprentissage et seize (16) autres pour le démarrage ou le développement d'activités génératrices de revenus telles que la petite restauration, l'achat et la revente de produits tropicaux, la fabrication et la vente de savons traditionnels.

Grâce à ces appuis les unes ont actuellement une source de revenus qui leur permet de prendre en charge leurs besoins et ceux de leurs enfants. Quant aux autres, l'espérance d'un avenir meilleur, grâce aux formations qu'elles suivent, leur permet de courageusement faire face aux défis quotidiens. 100 % des filles appuyées continuent leurs apprentissage et leur étude.

**Objectif Spécifique 2 :** Les parents et les communautés assument pleinement leurs responsabilités pour la promotion des droits des enfants.

## Principaux résultats

- Au moins 80 % des parents appuyés dans les villages pilotes pourvoient régulièrement aux besoins vitaux et socio-éducatifs de leurs enfants. 80 % des deux cent (200) parents/tuteurs ayant bénéficié d'appuis financiers pour la mise en œuvre d'Activités Génératrices de Revenus exercent dans l'agriculture. De ce fait, les mois de novembre et de décembre étant consacrés aux récoltes, les bénéficiaires ne sont pas encore en mesure de profiter des revenus générés par leurs activités. Cependant plusieurs parents affirment réussir à trouver les moyens pour supporter la scolarité de leurs enfants pour le compte de l'année scolaires 2022-2023. Aussi, affirment-ils que les enseignements reçus lors des animations des CAP/Parents leur permettent d'améliorer leur relation avec leurs enfants. Les cent trente-cinq (135) parents appuyés soit 100 % prennent en charge les besoins des enfants.

- Au moins 90 % des relais communautaires sont actifs (nombre d'initiatives prises, nombre de cas dénoncés, nombre de personnes sensibilisées, etc.) en matière de promotion de l'éducation et de la protection des enfants.

- Trente-deux (32) relais communautaires sur soixante-deux (62) formés soit 51.62%, ont sensibilisé quatre-cent-cinquante-un (451) personnes dont deux-cent-soixante-trois (263) femmes de leurs villages respectifs sur les sanctions prévues contre les diverses formes d'abus sexuels. Dans certains villages tels que Gbégourou, les relais communautaires organisent régulièrement des causeries autour des droits de l'enfant et des abus sexuels. Aussi, dénoncent-ils des cas de violation des droits de l'enfant et ils veillent à ce que les enfants soient rétablis dans leurs droits. Il s'agit pour la plupart des cas de déscolarisation des enfants pour lesquels ils ont convaincu les parents d'organiser le retour à l'école de ces enfants.

- Dans l'ensemble des quatre (4) Communes cibles, en fin 2021, dix (10) maîtres artisans (dont au moins cinq (5) femmes) ont acquis des compétences, ont sensibilisé cent (100) de leurs pairs, dénoncé les cas d'abus (abus sexuels, maltraitance, déplacement illicite, situation de traite...) survenus dans leurs milieux et ont orienté leurs apprentis et autres enfants victimes de leurs localités.

- Douze (12) maîtres artisans relais formés au cours du mois d'avril 2022 soit 92 %, ont développé chacun deux initiatives et ont sensibilisé cent soixante-dix-sept (177) dont cent sept (107) femmes sur les droits de l'apprenti et la protection des enfants contre les abus sexuels. Les maîtres artisans qui ont assisté à ces séances témoignent qu'ils ont amélioré leur rapport avec leurs apprentis. Ils font allusion, entre autres, au fait qu'ils permettent désormais aux apprentis d'avoir du temps de repos ou du fait de ne plus les obliger à certains travaux (champêtres par exemple) qui ne sont pas prévus dans les termes du contrat d'apprentissage.

**Objectif Spécifique 3 :** Les institutions publiques à divers niveaux fonctionnent au mieux de l'intérêt des enfants dans les Communes bénéficiaires

## Principaux résultats

- 80 % des membres des comités de veille (des collègues ayant adopté leurs CBP) formés sont actifs. Les membres des comités de veille de la CBP des douze (12) établissements desservant les villages pilotes ayant été formés en décembre 2022, le témoignage de leur activité n'est pas encore démontrable.

- 75 % des établissements scolaires secondaires de chacune des Communes bénéficiaires appliquent de façon régulière et soutenue la Charte de Bonnes Pratiques (CBP) pour la protection des élèves contre les abus sexuels. Concernant l'application régulière et

soutenue de la Charte, un suivi permanent sera fait à partir du mois de janvier 2023.

- Au moins 50 % des cas d'abus sexuels ou de traite dénoncés ont été régulièrement pris en charge dans une approche intégrée. Onze (11) cas sur les dix-

neuf (19) victimes d'abus sexuels et d'autres formes de violation des droits de l'enfant enregistrés au cours de l'année ont été pris en charge notamment par des structures partenaires (CPS, ONG) auxquelles ses enfants ont été déférés.

## C- Projet EdIP-Bénin

**Zone d'intervention** : Les 4 Communes de la Basse-Vallée de l'Ouémé (Aguégoués, Dangbo, Adjohoun et Bonou)

### Objectif global

**OG1** : Les filles et les garçons y compris ceux en situation de handicap, dans la basse-vallée de l'Ouémé (BVO), ont accès à l'éducation

**OG2** : Les filles et les garçons du Bénin ont de meilleures perspectives pour la jouissance de leur droit à l'éducation inclusive.

### Principaux résultats

- Trois engagements sont pris par les autorités du MEMP à la suite des plaidoyers conduits par les acteurs des OSC. Il s'agit de : (i) la formation des élèves instituteurs sur les curricula révisés à la réouverture des ENI l'année scolaire (2023-2024) ; (ii) l'exécution de la feuille de route et la mise en service du dispositif de traitement informatique et de publication de données statistiques sur le handicap à partir de la rentrée prochaine, et (iii) l'organisation d'un atelier d'élaboration de stratégie entre acteurs étatiques et non étatiques et d'une campagne de dépistage en 2023.

- Le rapport Pays sur la mise en œuvre de la CADBE a été élaboré dans le délai de novembre 2022 et introduit au ministère des affaires étrangères pour la suite du processus.

- Le rapport alternatif de la société civile sur la mise en œuvre de la CADBE est élaboré grâce au renforcement de l'alliance des OSC engagées sur la redevabilité. Il sera actualisé lorsque le Rapport Pays sera soumis au CAEDBE et rendu officiel.

- Les enseignants formés appliquent les pratiques éducatives et pédagogiques en inclusion scolaire. Sur les 201 instituteurs-trices (32 femmes et 169 hommes), 120 dont 19 femmes sont en mesure d'appliquer les pratiques pédagogiques en inclusion scolaire car ont suivi tous les modules de formation. Les 81 instituteurs restants ont été formés uniquement sur le handicap et ne disposent pas encore de plan d'action. A cet effet, le taux d'exécution des plans d'action post-formation

sera évalué l'année prochaine.

- 12% des écoles de la BVO utilisent des pratiques éducatives et pédagogiques en inclusion scolaire selon l'étude de référence. Avec les formations de 2022, 40 écoles primaires de la BVO sont capables d'utiliser des pratiques pédagogiques en inclusion scolaire sur les 65 ayant envoyé des instituteurs pour se faire former sur le handicap, l'inclusion et sur l'élaboration de projet éducatif individuel.



### Objectif spécifique 2

#### Principaux résultats

- 260 enfants handicapés (162 garçons ou 98 filles) ont accès à l'école classique selon l'étude de référence sur les huit cent trois (803) recensés dont trois cent quarante et une (341) filles et quatre cent soixante-deux (462) garçons. Ce chiffre sera actualisé en fin 2023 avec les actions du Projet. Les parents de deux (02) filles handicapées (une non-voyante et une avec déficience motrice) s'engagent à les inscrire respectivement à l'école spécialisée et classique.

- 0 enfants handicapés ont accès à l'école alternative selon l'étude de référence. Ce chiffre sera actualisé en fin 2023 avec les actions du Projet.

- 12 enfants handicapés (6 garçons et 6 filles) sont référencés par les relais et les parents sur les 139 enfants handicapés (dont 69 filles) identifiés. Particulièrement dans le village de Bembè dans la commune des Aguégoués, 70 enfants dont 32 filles non handicapés et non scolarisés sont répertoriés. Les relais communautaires ont aussi pris douze (12) initiatives de sensibilisations (restitution aux pairs,



identification de trois (3) cas d'enfants handicapés et autres vulnérables, sensibilisation des femmes AVEC pour toucher huit cent soixante-quatre (864 personnes).

## D- Projet JAP

**Zone d'intervention du projet :** Bénin (Ouaké et Nikki), Togo et Cameroun

### Objectif global du projet

Les enfants et les jeunes du Cameroun, du Bénin et du Togo grandissent dans une société interculturelle pacifique, à laquelle ils peuvent participer activement et dans laquelle leurs droits d'enfants sont respectés.

**Objectif spécifique 1 :** 1. Les approches des trois (3) organisations partenaires du Bénin, du Cameroun et du Togo pour accompagner les enfants et les jeunes vers un engagement effectif dans la promotion de la paix et une citoyenneté responsable, et pour créer des espaces d'engagement, sont concertées, expérimentées et accessibles à d'autres acteurs.

### Principaux résultats

- Deux (02) enquêtes simultanées ont été menées dans les communes de Ouaké et de Nikki sur le niveau d'engagement des jeunes en tant qu'acteurs de paix. Un échantillon de six cents (600) personnes (à raison de 300 par commune) a été constitué et enquêté au niveau de 25 villages.

- L'enquête a révélé que par leur comportement les jeunes sont à la fois source de paix et de menaces. Il existe une catégorie de jeunes qui adoptent des comportements honorables au sein de la communauté et une autre qui s'adonnent à la consommation des stupéfiants, source d'insécurité.

- La restitution a été faite à trente-quatre (34) participants dont neuf (9) femmes à Ouaké et trente (30) personnes dont trois (3) femmes à Nikki

### Objectif spécifique 3

#### Principaux résultats

- 67% (75 sur 112) des garçons et 68% (70 sur 103) des filles participent aux activités des gouvernements scolaires et autres organisations d'enfants.

- Aucun plaidoyer n'a été porté par les enfants auprès des autorités locales pour une meilleure jouissance de leur droit à l'éducation inclusive.

- La vulgarisation des résultats de l'enquête a été faite aux représentants des couches des populations des deux communes avec une participation de cent-seize (116) participants dont quarante-quatre (44) femmes à Ouaké et cent (100) participants à Nikki dont 30 femmes.

- Une rencontre régionale d'appropriation des activités a réuni sept (07) ONG venus du Cameroun, du Togo, du Mali et du Bénin, bénéficiaires du financement de deux projets : Jeunes Artisans pour la Paix (JAP) et Renforcement de l'environnement protecteur de l'enfant par la parentalité positive et éducation à la non-violence (REPEPEN) avec l'appui technique du partenaire Technique et Financier KiRA dont la délégation a été conduite par son Président.

- La rencontre a permis de mettre en place les outils d'intervention et de mutualiser les ressources techniques en matière de paix, de cohésion sociale et de protection des enfants



## E- Projet BJ 2072

**Zone d'intervention du projet :** Cotonou, Porto-Novo et Sô-Ava

**Objectif du projet :** Réduire les violences, abus et exploitation des filles et des garçons en situation de mobilité dans les communes de Cotonou, Porto-Novo et Sô-Ava à travers un système de protection adapté et fonctionnel.

### Principaux résultats

- Vingt-trois (23) (dont quinze [15] femmes) provenant des structures opérationnelles de protection de l'enfant (structures décentralisées et déconcentrées de protection et d'éducation, ONG partenaires) des trois communes d'intervention du projet, formés sur la communication non violente, l'approche communautaire et les pratiques endogènes de protection de l'enfant sont davantage conscients de leur rôle, mènent des actions en synergie et améliorent leurs prestations à l'endroit des enfants, à travers un service de qualité, de façon personnalisée et continue, à apporter aux enfants.
- Les conseillers communaux formés respectivement à Porto-Novo en 2020, à Cotonou en 2021 sur les techniques de planification/budgétisation sensible aux droits des enfants ont pris des engagements à concrétiser à travers l'intégration de budget conséquent dans les documents stratégiques et opérationnels (PDM et PAI) de leurs communes, pour permettre aux acteurs d'offrir un accompagnement de qualité aux enfants.
- L'appui aux plans d'actions des comités communaux de protection de l'enfant (CCPE), a porté essentiellement sur l'accompagnement technique et logistique pour l'élaboration, la validation et l'exécution du plan d'action commun de chacune des trois (3) Communes. Grâce aux appuis, des actions en

synergie sont réalisées en mutualisant les ressources. C'est le cas de la célébration de journées officielles, du renforcement de capacités des acteurs sur la gestion des conférences de cas, sur la Loi N° 2006 - 04 du 10 avril 2006 portant conditions de déplacement des mineurs en République du Bénin, la sensibilisation des chefs religieux et traditionnels. Aussi, les appuis conseils continuent-ils d'être apportés aux autorités locales des communes ciblées pour la planification sensible aux droits et au genre en vue d'honorer les engagements pris.

- La population (parents/tuteurs/enfants/ communauté) est continuellement sensibilisée sur diverses thématiques liées à la protection, à la mobilité et aux textes de loi, pour être des acteurs de changement favorables au bien-être de l'enfant, dans le cadre des journées officielles JEA et JIFI. Particulièrement, trois cents (300) enfants dont deux cent-trois (203) filles sensibilisées en présence des acteurs de protection, sur les textes de loi, sur les compétences de vie en matière de santé sexuelle et reproductive des enfants et adolescents, notamment la confiance en soi à Porto-Novo.

- Douze (12) Emissions radio en français et en Goun sur divers thèmes à la radio GERDDES ; Hosanna ; La Voix de la Vallée des émissions radiodiffusées "Dignité humaine" ; et deux (2) Emissions TV (Guérite TV et l'ORTB sont réalisées pour sensibiliser les populations.

- Les enfants qui ont bénéficié de diverses sensibilisations et qui constituent des relais d'informations (pairs éducateurs pour leurs camarades) et leurs familles, développent l'autoprotection et font preuve de courage, pour dénoncer des situations d'abus vécues dans leur entourage auprès des éducateurs, patrons d'ateliers...

## F- Sous-projet « Maintien des filles à l'école »

Le CIPCRE-Bénin a joué sa partition au sein du consortium EDUCO et a mené les activités du projet SWEDD dans les neuf (9) Communes de l'Ouémé.

### Principaux résultats

- Le sous-projet "Maintien des Filles à l'école" est bien lancé sur le terrain à travers une cérémonie solennelle en présence des acteurs concernés directement (enfants et parents bénéficiaires) et les acteurs



accompagnateurs comme les autorités communales, la fédération des associations des parents d'élèves, les associations de femmes, et autres...

- Les bases de données relatives aux enfants bénéficiaires ont été actualisées : le nombre de filles dans la base est donc 6079 au lieu de 6108. Parmi cet effectif, 4803 enfants sont retrouvés soit un taux de 79%. Les enfants non retrouvés sont au nombre de 1006, soit 16%.

- Les Institutions de microfinance par lesquelles les bénéficiaires passeront pour avoir les ressources financières (transferts monétaires) sont identifiées dans les 9 communes. Au total, 63 IMF identifiées et opérant sur le territoire des dites communes.

- La mobilisation sociale au profit du maintien des filles à l'école est assurée par les sensibilisations des parents, les leaders religieux, les APE, etc. sur l'importance du suivi socio-scolaire et sur les droits et devoirs des enfants. Les sensibilisations se sont déroulées dans les neuf (09) communes que compte le département de l'Ouémé avec la participation de 135 parents dont 70 femmes, qui ont pris des engagements pour la réussite dudit sous-projet. Quant aux membres APE, les séances leur ont permis de s'engager davantage pour

la protection des enfants à l'école. Ces séances ont été également très appréciées des chefs d'établissement qui étaient présents au rendez-vous. Le directeur du CEG Zounta, dans la commune de Dangbo a souhaité que l'expérience se répète début de l'année afin de replacer chacun dans son rôle et surtout d'amener les parents à se rappeler de leurs rôles vis-à-vis de leurs enfants car « quand nous recevons l'appui des parents dans l'éducation de leurs enfants l'école donne davantage de meilleurs résultats » a-t-il martelé. Pour les leaders religieux c'est aussi l'occasion de s'engager à nouveau à mener des actions concrètes pour le maintien des filles à l'école.

- La désignation et la formation des membres des comités intergénérationnels dans certaines communes ;

- Le suivi de la transmission des bourses auprès de FECECAM ;

- L'apurement des bases des bénéficiaires de kits, le lancement officiel (national) des kits scolaires ; la distribution kits en assurant le déplacement massif des bénéficiaires ;

- L'identification de nouvelles filles bénéficiaires.

## G- Projet RESPECT

**Zone d'intervention du projet :** Cotonou, Porto-Novo et Sô-Ava

**Objectif global :** est d'« Accroître la jouissance des droits relatifs à la santé par les personnes en situations de vulnérabilité et de marginalisation, en particulier les adolescentes et les jeunes femmes (A/JF) de 10 à 24 ans au Burkina Faso, Bénin et Haïti » pour concrétiser la vision qui est de soigner et de témoigner.

Le programme « RESPECT des droits en santé sexuelle et reproductive des adolescent-e-s et jeunes » est soutenu par le consortium regroupant Médecins du Monde Canada en Haïti, Médecins du Monde Suisse au Bénin, Médecins du Monde France et Médecins du Monde Espagne au Burkina Faso, avec le financement d'Affaires mondiales Canada.

Au Bénin, Médecins du Monde Suisse a regroupé en consortium six (6) structures : Croix Rouge, ROALJEF, CIPCRE- Bénin, THAKAMOU, TERRES ROUGES et CIPEC-VBG Cotonou pour la mise en œuvre de ce programme. Le programme a une durée est de cinq (05) années pour compter d'octobre 2022. Le CIPCRE-Bénin pilote le sous-projet « Appui aux mécanismes de vigilance pour la protection des élèves et apprentis contre les VSBG » dans les communes de Cotonou dans le Littoral, Abomey - Agbangnizoun - Djidja dans le département du Zou et Parakou - N'Dali dans le département du Borgou. Ce sous-projet est formulé autour de l'axe d'intervention « accès équitable aux services de SSR pour les A/JF de 10 à 24 ans en situations de vulnérabilité et de marginalisation ».

NB : Le projet est en cours de démarrage

## H-Projet BC-TEDE

**Zone d'intervention du projet :** Cotonou, Porto-Novo, Sèmè-Podji, Ouinhi et Ouaké

NB : Les 4 Communes de la Basse-Vallée de l'Ouémé ont été prises en compte seulement pour une activité concernant la célébration de la Journée de l'Enfant Béninois.

### Principaux résultats

- Quatre-vingt-dix-sept (97) leaders religieux et traditionnels dont huit (8) femmes ont été formés sur les causes, manifestations et conséquences du travail et de l'exploitation domestique des enfants (TEDE)



ainsi que sur le cadre légal de protection des enfants. Ils ont pris des engagements pour contribuer à la lutte contre cette pratique.

- Un (1) rapport communal est élaboré
- Une (1) campagne de sensibilisation des enfants et leurs parents (dans la vallée de l'Ouémé) sur la thématique de travail et d'exploitation domestique des enfants s'est tenue dans la commune de Bonou à l'occasion de la JEB 2022 au profit de quatre cent soixante-six (466) enfants et parents dont deux cent cinquante-cinq (255) femmes. Les enfants ont eu droit aux cadeaux de « Papa Noël » avec l'appui de la mairie et d'autres donateurs.
- Quatre-vingt-neuf (89) PE dont quarante (40) filles ont été formés sur TEDE. Ils ont élaboré leurs PA pour contribuer à la diminution de ce fléau dans leurs communautés
- Quatorze (14) participants dont six (6) femmes ont été formés sur TEDE et ils sont capables de conduire des interventions auprès des cibles
- Soixante-quatorze (74) PE dont trente-cinq (35) filles des confessions religieuses ont été formés sur TEDE. Ils ont élaboré leur PA constitué essentiellement d'activités de sensibilisation et de dénonciation des auteurs de ces pratiques.
- Quarante-trois (43) CCF formés dont onze (11) femmes formées sur TEDE. Ils ont élaboré leur plan d'action.



#### Champ d'action 4 : Emploi des jeunes

Au titre du CA4, il est à considérer les activités afférentes au Camp de l'Eveil du Leadership et de l'Entrepreneuriat Féminin du Bénin (CELEF-Bénin) initié par l'ONG WoLSI, et coorganisé avec le CIPCRE-Bénin vise à offrir aux jeunes filles une opportunité de découvrir leurs potentiels et de vivre leur citoyenneté active, en les formant en matière de compétences de vie, leadership, d'entrepreneuriat, de développement personnel et de citoyenneté active en vue de s'autonomiser et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la communauté.

### Principaux résultats



Placée sous le projet EDUCAPE-Bénin, l'édition 2022 du CELEF-Bénin a été organisée en deux temps : les étapes communales et les étapes régionales

**a) Par Commune, il est organisé un (1) camp de deux (2) jours pour vingt et un (21) adolescents/jeunes leaders (garçons et filles) :**

Un camp d'éveil pour le leadership et l'entrepreneuriat féminin a été organisé dans chacune des quatre (4) communes d'intervention du projet. A cette formation quatre-vingt-sept (87) adolescents et jeunes dont cinquante-cinq (55) filles, âgés de 14 à 24 ans ont acquis entre autres, durant deux jours, des connaissances sur les notions de leadership, de genre, la sauvegarde de l'environnement, des compétences sur les principes de la création et de la gestion d'entreprise.

**b) Pour l'ensemble des quatre (4) Communes, il sera organisé deux camps régionaux dans le cadre du CELEF-Bénin :**

Deux (2) camps régionaux de quatre (4) jours chacun ont été organisés au profit de quarante-deux (42) étudiantes et filles entrepreneures du Sud et du Nord du Bénin. Ces filles ont bénéficié des formations

portant sur les thèmes : développement personnel, entrepreneuriat, leadership...

**Champ d'action 5** : Participation citoyenne et Gouvernance Locale

Dans cette rubrique, il est à considérer notamment une partie du volet 3 du projet PAdaClim-Bénin II et une partie du projet EDUCAPE-Bénin concernant les CDV.

#### 4. Champ d'action 6 : Promotion du Développement Holistique

Les principales activités sont relatives d'une part à la formation des leaders religieux et des CDV sur le développement holistique et d'autre part à l'appui-accompagnement des CDV pour l'effectivité du développement holistique de leurs communautés.



### III. NOS RESSOURCES ET STRATEGIES

Les ressources mises en œuvre au cours de l'année de référence comprennent les ressources humaines et les ressources financières. Pour atteindre les résultats escomptés, nous avons également eu recours à diverses stratégies de pilotage et de capitalisation.

#### 1. Nos ressources humaines

Au Cameroun comme au Bénin, nous disposons d'un personnel diversifié, qualifié et dévoué à la tâche. Le tableau ci-après le présente dans chacun des deux pays.

##### 1.1. Cameroun

N° d'ordre	Noms et prénoms	Fonction	Sexe
1	ANOUGUE TIALEFACK Amavi De fer	Animateur PADEHCOM	M
2	AZEBAZE Alphonse	Coordonnateur PADEHCOM	M
3	DJANTU FOWE Arnaud	Responsable SAF	M
4	DJOUFO Edouard	Chauffeur	M
5	DONFACK NOMENY KEATSOP Alex	Coordonnateur PACOS	M
6	Dr. FOKA SIMO Mathieu	Directeur National	M
7	FONSSI Eugène	Directeur Cellule de communication et de capitalisation	M
8	Fotue Isabelle	Secrétaire Directeur National	F
9	HAPPI NOUDJEPME Judith Michaelle	Coordonnatrice PDHUPAC	F
10	Kadjeu Flore	Assistante sociale PDHUPAC	F
11	KAMMOE Samuel	Chauffeur	M
12	KANA Christelle	Animatrice PADEHCOM	F
13	KEMDJO GATCHUENG Serges	Agent d'entretien	M
14	KOULEHO TSAPTI Sylvestre	Directeur Administratif et Financier	M
15	KUATE Fred	Chauffeur	M

16	LOUOJOP Modje Ornella	Animatrice PDHUPAC	F
17	MAGNE Marie	Agent d'entretien	F
18	MENOM Choisile	Assistante sociale	F
19	MESSE A BESSONG Georges	Animateur PDHUPAC	M
20	MOMO KAMDEM Wilson	Vigile	M
21	NDANE Josiane Flore	Animatrice PDHUPAC Antenne Ngaoundéré	F
22	NDE Jean Daniel	Animateur PADEHCOM	M
23	NEGUEM Roger	Chauffeur	M
24	NEKAME Christance	Secrétaire du DG	F
25	POUGNONG Fabien	Vigile	M
26	Rév. Dr. KENMOGNE Jean-Blaise	Directeur Général	M
27	SIKATI Léopold	Coordonateur CESATT	M
28	SIMEU Estelle Clarisse	Animatrice PACOS	F
29	TAGNE BOULENOU Vincent	Vigile	M
30	TAKOUGOUM ZOKOU Justin Claude Ange	Intendant	M
31	TATA Yanith	Coordonateur SETEM	M
32	TCHEUTCHOUA CHETCHEU Brice	Vigile	M
33	TCHINDA Sylvestre	Chauffeur	M
34	TEKAM TAGNE Simeon	Agent d'entretien	M
35	VOGA Tchokote Stella	Animatrice PDHUPAC	F

## 1.2. Bénin

No d'ordre	Noms et Prénoms	Postes actuels	Sexe
1	ABDOULAYE Abibou	Assistant Technique en Travail Social (ATTS)	M
2	AGWU Rose Aude	Assistante Technique / Responsable du site Dangbo	F
3	AHLONSOU Casimir	Chargé des Finances et de la Comptabilité (CFC)	M
4	AHONTON KuamiBirgo-Sam	Comptable	M
5	AIVODJI DAKPOGAN Clarisse	Secrétaire Administrative (SA)	F
6	ALI AGBADE Baroukatou	Animatrice	F
7	ASSOGBA Thierry	Coordonnateur Champ d'Action 2.	M
8	ASSOGBA Victor	Conducteur Véhicule Administratif (CVA/PDH)	M
9	ATCHAO Abass	Animateur	M
10	ATEGBO Malvina	Assistante Technique / Responsable du site Adjohoun	F
11	ATODJINOUS Mathias	Conducteur de Véhicule Administratif (CVA/PPE)	M
12	AVOCE Jacob	Veilleur de nuit (VN)	M
13	BAKPILAN Akéwé	Assistant Technique en Mobilisation Sociale/Antenne Nord, Responsable du Site de Ouaké	M
14	BOCCO Aline Obossi	Délégué d'Antenne Nord (DA)	F
15	BONOU Florent	Assistant Technique / Coordonnateur Projet (ATC)	M
16	BOTON Samuel	Technicien de surface (TS)	M

17	DAFIA SACCA Adam	Animateur – Responsable de Site de Nikki (RS-Ouaké)	M
18	DJOÏ Florent	Comptable	M
19	DJOSSOU KOUTANGNI Igore	Coordonnatrice Champ d'Action 3 (C/CA3)	F
20	DOSSOU Gautier	Conducteur de Véhicule Administratif (CVA)	M
21	EBO Emmanuel	Responsable du Bureau Administratif et Financier (R/BAF)	M
22	HOUNYE Damien	Agent Polyvalent.	M
23	KINSOU TOTIN Odette	Assistante Technique / Responsable du site	F
24	KODJO Mahouna Déo-Gratias	Assistant Technique en Education Environnementale (ATEE)	M
25	LANKPOEDJA Luce	Assistante Technique / Responsable de site	F
26	LOGBO SogloKowiou	Comptable	M
27	MONNOU G. Hermann	Coordonnateur du Champ d'Action 1 (C/CA1)	M
28	OMOTOSHO Madinatou	Coordonnatrice de la CRCCom(C/CRCCom)	F
29	SAKA A. Timothée	Conducteur de Véhicule Administratif (CVA/AN)	M
30	SOTON Philémon	Chargé des Services Généraux (CSG+ CVA Pool)	M
31	TOMETIN Crédo Emmanuel	Assistant Technique / Gestion Base de Données (AT/GBD)	M
32	TROUKOU Naomie	Animatrice Spéciale en Mobilisation Sociale/ Chargée du site de Copargo (ASMS/Copargo)	F
33	YEKEDO ADANDE Nadège	Responsable du Service Administratif et Financier par Intérim (R/SAF pi)	F
34	ZOSSOU Elidja	Directeur National (DN)	M
35	ZOSSOU Mahoutin Rufin	Référent Régional (RR) Littoral	M
36	ZOSSOU Obed	Animateur Spécialisé en Mobilisation Sociale	M

## 2. Nos ressources financières

Pour l'année 2022, nos ressources se déclinent en recettes et en dépenses à la Direction Générale, au CIPCRE-Cameroun et au CIPCRE-Bénin dans le tableau ci-après

### 2.1 - Compte d'exploitation consolidé

#### a) Recettes

	LIBELLES RECETTES	Prévisions (1)	Réalisations (2)	Ecarts (3) = (2)-(1)	Pourcentages
1.1	Solde au 1er janvier 2022	134 396 509	134 396 509	0	100,00
1.2	Contribution PPLM	176 438 140	205 852 426	29 414 286	116,67
1.3	Contribution KERKI-NACTIE	35 520 000	35 520 072	72	100,00
1.4	Contribution DM	67 100 000	67 763 998	663 998	100,99
1.5	Contribution SCP/PPLM	79 862 808	79 848 990	-13 818	99,98
1.6	Contribution Enfance missionnaire	364 807 700	364 691 036	-116 664	99,97
1.7	Contribution UE/API	84 669 400	84 669 400	0	100,00

1.8	Contribution MINTP	94 920 000	56 953 875	-37 966 125	60,00
1.9	Contribution GIZ	97 700 000	55 152 957	-42 547 043	56,45
1.10	Contribution UE/ARCS	98 880 000	59 242 082	-39 637 918	59,91
1.11	Contribution KiRA	106 889 000	105 677 296	-1 211 704	98,87
1.12	Contribution MdM-CH	43 287 000	43 287 500	500	100,00
1.13	Contribution EDUCO	59 800 000	59 604 542	-195 458	99,67
1.14	Contribution ERIKS	106 507 730	106 507 730	0	100,00
1.15	Contribution WD	16 500 000	12 594 560	-3 905 440	76,33
1.16	Contribution propres CIPCRE	56 174 013	95 938 363	39 764 350	170,79
	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>1 623 452 300</b>	<b>1 567 701 336</b>	<b>-55 750 964</b>	<b>96,57</b>

### b) Dépenses

	1-2/ DEPENSES	Prévisions (1)	Réalisations (2)	Ecart (3) = (2)-(1)	Pour-cen- tes
1	Activités				
1.1	Projet RIDE COP II				
1.1.1	PADHECOM	47 560 000	53 583 516	6 023 516	112,67
1.1.2	PACOS	16 740 000	17 496 060	756 060	104,52
1.1.3	PDHUPAC	33 410 000	33 056 454	-353 546	98,94
1.1.4	Activités transversales	30 030 000	30 282 820	252 820	100,84
1.2	Projet API	84 669 400	84 669 400	0	100,00
1.3	Projet PECPEVI	112 205 000	109 860 555	-7 704 620	97,91
1.4	Projet MINTP	94 920 000	76 395 000	-18 525 000	80,48
1.5	Projet ELLE	98 880 000	68 373 475	-30 506 525	69,15
1.6	Projet GIZ KCOA	32 400 000	11 804 000	-20 596 000	36,43
1.7	Projet SCP Théâtre	13 698 000	17 013 700	3 315 700	124,21
1.8	Projet SCP JEBPACOS	17 178 200	17 244 050	65 850	100,38
1.9	Projet SCP Plaidoyer	33 640 500	33 687 175	46 675	100,14
1.10	Projet GIZ PROPASSAR	43 921 000	26 367 000	-17 554 000	60,03
1.11	Projet KiRA REPEPPEN	9 289 000	8 940 365	-348 635	96,25
1.12	Projet UNICEF Babadjou Melong	110 000 000	110 000 000	0	100,00

1.13	Projet Construction siège du CIPCRE	0	22 500 000	22 500 000	
1.14	Projet : (PACED) Programme Agroécologie avec éléments éducation	37 950 600	38 853 485	902 885	102,38
1.15	Projet KIRA N°5913	57 400 000	54 232 533	-3 167 467	94,48
1.16	Projet EDUCAPE Bénin : D 21 0117 006	86 000 000	82 013 859	-3 986 141	95,36
1.17	PROJET EDIP-Bénin	45 020 000	43 571 198	-1 448 802	96,78
1.18	Projet BJ 2072	9 400 000	9 655 000	255 000	102,71
1.19	Projet SWEDD	50 204 000	39 321 773	-10 882 227	78,32
1.20	PROJET N°6832 JEUNES ARTISANS DE PAIX	9 204 400	6 876 142	-2 328 258	74,70
1.21	PROJET Médecins du Monde	33 015 000	2 673 860	-30 341 140	8,10
1.22	Projet Exploitation des enfants Burkina et Bénin	8 775 000	8 697 500	-77 500	99,12
1.23	Programme BC TEDE	15 743 200	6 895 596	-8 847 604	43,80
2	Coordination Générale	18 200 000	7 400 000	-10 800 000	40,66
3	Frais de Personnel	310 514 600	310 502 048	-359 672	100,00
4	Frais administratifs	54 646 400	59 984 582	4 979 159	109,77
5	Equipement	108 838 000	108 635 326	3 132 800	99,81
	Total dépenses année	1 623 452 300	1 500 586 472	-125 596 672	92,43

Les prévisions budgétaires à la Direction Générale, au CIPCRE-Cameroun et au CIPCRE- Bénin pour l'année 2022 étaient équilibrées en recettes et en dépenses à 1 623 452 300 Fcfa. Les recettes réelles de la même année se sont chiffrées à 1 567 701 336 FCFA contre les dépenses chiffrées à 1 500 586 472 FCFA. Le solde d'exploitation d'un montant de 67 114 864Fcfa, est destiné aux activités de 2023.

### 3. Nos stratégies de pilotage et de capitalisation

Les stratégies de pilotage et de capitalisation au CIPCRE pour l'année 2022 tournent autour de quatre axes : la planification-suivi-évaluation, la communication, la culture organisationnelle et l'animation de la base sociale et la participation aux réseaux et autres plateformes.

#### 3.1. Planification-suivi-évaluation

Le système de suivi a connu un léger changement avec l'accompagnement du cabinet ZAATI Consulting. Certains outils de suivi ont été actualisés et de nouveaux conçus. Cette actualisation a facilité la capitalisation des changements induits dans les différents projets mis en œuvre au CIPCRE-Cameroun.

Au Bénin, les principales activités de planification/programmation et de suivi-évaluation ont concerné l'exécution régulière des activités de planification/programmation et de suivi-évaluation des projets : l'auto-évaluation assistée finale du projet PAdaClim-Bénin II ; des réponses aux appels à projets, où les efforts accomplis au cours de l'année ont concerné l'offre montée en consortium avec SOS-VEB (demandeur principal), en réponse à l'appel à projet lancé par Union Européenne «Consolidation de la paix au Bénin à travers la prévention de l'extrémisme violent» qui a été présélectionnée mais n'a pas été retenue au dernier round.

### 3.2. Communication

Nous avons enregistré sur la chaîne YouTube du CIPCRE, 33840 vues pour 07 vidéos diffusées et 474 abonnés ; 7729 likes des internautes et 1300 partages pour les 814 publications sur la page Facebook du CIPCRE. Le nombre d'abonnés sur cette page s'élève à 1389.

Au CIPCRE-Bénin, nous avons procédé à l'alimentation des quatre (4) comptes de réseaux sociaux (Facebook, LinkedIn, Twitter et Instagram) par des comptes rendus des activités des projets ; la mise en ligne d'articles sur notre site web ; la conception et la diffusion des affiches numériques sur les journées officielles en relation avec nos champs d'action ; la réalisation de divers supports de communication : kakémono, banderoles et autres ; les supports de fin d'année (Agenda ordinaire, calendrier de table et calendrier mural) ; la production hebdomadaire et la diffusion sur trois (3) radios locales, des émissions radiodiffusées "L'heure verte" et "Dignité humaine" et la réalisation des préliminaires pour le relookage du site web, etc.

### 3.3. Culture organisationnelle et animation de la base sociale

La culture organisationnelle du CIPCRE-Cameroun comme par le passé s'est davantage enracinée autour du concept « Famille CIPCRE ». Elle s'est manifestée à travers la solidarité et l'assistance individuelle et collective des collègues pendant les événements de joie et/ou de malheur ; la célébration des anniversaires autour d'un verre ; les réunions hebdomadaires chaque vendredi matin de 8 h 00 à 10 h 00 ; les pauses quotidiennes à 12 h 30 au sein de la cantine du CIPCRE ; les réunions des épouses du personnel chaque dernier vendredi du mois autour d'une tontine au siège ; la fête des enfants du personnel à Noël, etc.

Au CIPREC-Bénin, c'est davantage la base sociale qui a retenu l'attention avec la tenue régulière des sessions de l'AM et l'accueil de cinq (5) nouveaux membres, la tenue régulière des douze (12) séances mensuelles du Comité Directeur (CD) et de tour d'horizon entre le CD et la Direction Nationale.

### 3.4. La participation aux réseaux

Au Cameroun, le CIPCRE a participé au fonctionnement des plusieurs réseaux et y a fortement contribué. S'agissant du Réseau SCP, nous avons mis à disposition du siège du CIPCRE pour l'atelier de planification sensible aux conflits regroupant les partenaires SCP Cameroun de l'Ouest, mis en œuvre le projet plaidoyer Identité et Projet plaidoyer Éducation à la Paix avec tous les partenaires SCP Cameroun et participé aux différentes réflexions en lien avec les activités du réseau. Pour ce qui est de l'Observatoire des Libertés Publiques du Cameroun, nous avons participé à la collecte des données, enquêtes et accompagnement des victimes de violences. Dans le cadre du Réseau Foi et Libération, nous avons pris part à l'Atelier du RFL sur le thème «expérience interreligieuse de paix au Cameroun».

Au Bénin, nous avons été actifs dans des plateformes aussi bien locales, nationales qu'internationales avec des résultats les uns aussi éloquents que les autres : nous avons ainsi bénéficié de l'appui de la DDAEP pour la capitalisation de l'expérience de biopesticides à base de neem, contribué sur les plans technique, social et logistique à la célébration de journées officielles par le Gouvernement (Journée de l'Enfant Africain, Journée des Personnes Handicapées, Journée de l'Enfant Béninois, etc.), à l'animation des CCPE, au montage et à la mise en œuvre d'un microprojet financé par le réseau "Filles pas Epouses" dans le cadre des projets de plaidoyer "Education à Haute Voix" (Education Out Loud) en abrégé EOL et à l'animation de divers ateliers de réflexion, etc.

## CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Au total, l'essentiel des activités planifiées a été réalisé et les effets escomptés atteints au Cameroun comme au Bénin. Au Cameroun, la mise en œuvre des projets dits satellites a été en parfaite cohérence avec celui du Renforcement des Initiatives de Développement Durable et de Construction de la Paix -2 (RIDE COP-2). Grâce à l'encadrement de proximité du Directeur Général, la Direction Nationale s'est enrichie de nouveaux projets qu'elle a conduits avec bonheur, à la grande satisfaction de nos partenaires sur le terrain.

Au Bénin, l'année 2022 a été une année bien occupée car les fruits ont globalement tenu la promesse des fleurs. En effet, même si le calvaire de l'an 2021 n'est pas encore complètement conjugué au passé, il faut reconnaître, et en rendre grâce à Dieu, que la plupart des projets ont obtenu des financements et ont été mis en œuvre avec performance car des résultats et effets pertinents sont engrangés à la grande satisfaction des parties, y compris des PTF. Là où ce n'est pas encore le cas, des stratégies idoines seront conçues et mises en œuvre en vue d'un renforcement de la gestion axée sur les résultats de développement et d'un regain de visibilité de l'Organisation concernant les champs d'action 1 et 2 relatifs à l'environnement (RNCV) et l'agriculture durable (ADSAN).

Tout en remerciant l'ensemble de nos partenaires financiers sans l'apport desquels ces résultats n'auraient pas été possibles, nous comptons poursuivre le travail dans la même lancée et avec la même abnégation et la même détermination. La construction d'une autre société possible dans nos différentes zones d'intervention ne peut se faire qu'à ce prix.



## LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ADEHC	Agriculture Durable, Entrepreneuriat et Hygiène communautaire
ADSAN	Agriculture Durable, Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ASCINB	Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin
BD	Bandes Dessinées
BMZ	Ministère Fédéral de la Coopération Economique et du Développement (Allemagne)
BRVO	Bureau Régional de la Vallée de l'Ouémé (Antenne du CIPCRE-Bénin)
BUNEC	Bureau National de l'Etat Civil
CA	Champ d'Action
CBP	Charte de Bonnes Pratiques
CCPE	Comité Communal de Protection de l'Enfant
CCSCPE	Cellule Communale de Suivi et de Coordination pour la Protection de l'Enfant
CCTO	Conseil des Chefs Traditionnels de l'Ouest
CDE	Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant
CDPE	Comité Départemental de Protection de l'Enfant
CDV	Comité de Développement Villageois
CEC	Centre d'Etat Civil
CEG	Collège d'Enseignement Général
CELEF	Camp de l'Eveil du Leadership et de l'Entrepreneuriat Féminin du Bénin
CESATT	Cellule de Suivi-évaluation et d'Appui aux Thématiques Transversales
CIR	Comité Interreligieux
CPF	Centre Polyvalent de Formation
CSE	Cellule de Suivi et d'Encadrement
CV	Conseil Villageois
DDEMP	Direction Départementale des Enseignements Maternel et Primaire
DDESTFP	Direction Départementale des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle
DeHol	Développement Holistique
DEPeV	Droits des Enfants et autres Personnes Vulnérables
DIRO	Développement Institutionnel et Renforcement Organisationnel
DRPROFF	Délégation Régionale de la Promotion de la Femme et de la famille
DRSP	Délégation Régionale de la Santé Publique
EIPEM-VIS	Education Inclusive et Protection des Enfants contre les Mariages, Violences et Inégalités Sociales
EJ	Emploi des Jeunes
ELLE	Entrepreneuriat Local et Leadership féminin pour l'Egalité des chances
ESGB	Espace Solidarité Globale Bénin
EVLP	Enfants Vivant Loin de leurs Parents
FADeC	Fonds d'Appui au Développement des Communes
FBO-TRS	Fédération Béninoise des Organisations de Tourisme Responsable et Solidaire
FBS	Farming Business School
FECEC	Fier d'Être Citoyen par mon Etat Civil

FEM/PNUD	Fonds pour l'Environnement Mondial / Programme des Nations Unies pour le Développement
FOSA	Formation Sanitaire
FVLP	Filles Vivant Loin des Parents
GADD	Groupement d'Appui pour le Développement Durable
GAR	Gestion Axée sur les Résultats
GDT/ACC	Gestion Durable des Terres et Adaptation aux effets néfastes de Changements Climatiques
GEP	Groupe d'Entrainement à la Paix
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit / Coopération Allemande
HACT	Approche Harmonisée des Transferts en Espèces
HCPS	Histoire de Changement de plus significatif
INADES	Institut Africain pour le Développement Economique et Social
JEA	Journée de l'Enfant Africain
JEB	Journée de l'Enfant Béninois
JEBPA-COS	Jeunes Bâisseurs de Paix Actifs pour le Renforcement de la Cohésion Sociale
KCOA	Centre de connaissance en agriculture biologique
KiRA	Kinderrechte Africa e.V (Droits des Enfants – Afrique)
MdM	Médecins du Monde Suisse
MEAL	Monitoring, Evaluation, Accountability and Learning (Suivi, Evaluation, Redevabilité et Apprentissage)
MESTFP	Ministère des Enseignements Secondaires, Techniques et de la Formation Professionnelle
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	Ministères des Affaires Sociales
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et la Formation professionnelle
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MIR	Mobilisation Interreligieuse
OCIS-BIP	Observateurs Communaux Indépendants de suivi du Budget d'Investissement Public
ODD	Objectifs de Développement Durable
OEC	Officier d'Etat Civil
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
OPJ	Officier de Police Judiciaire
OSC	Organisation de la Société Civile
PAASEC	Plaidoyer pour l'Amélioration de l'Accès au Service de l'Etat Civil dans la région de l'ouest
PACOS	Programme Paix et Cohésion sociale
	Programme Agriculture Durable, Entreprenariat et Hygiène communautaire
PCAC	Pôle de Connaissance en Agriculture Biologique en Afrique Centrale
PCGL	Participation Citoyenne et Gouvernance Locale
PCVC	Pools de Compétences de vie courante
PDDC	Programme d'appui à la Décentralisation et au Développement Communal
PDHUPAC	Programme Droits Humains et Participation Citoyenne
PDI	Personnes déplacées internes
PEMEC	Pair Educateur Moniteur d'Etat Civil
PG	Procureur Général
PNPE	Politique Nationale de la Protection de l'Enfant
RECOPE	Réseaux communautaires de protection de l'enfance

RePaSOC	Renforcement et Participation de la Société Civile au Bénin
ReSPESD	Réseau des Structures de Protection des Enfants en Situation Difficile
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RIDECOP-2	Renforcement des Initiatives de Développement Durable et de Construction de la Paix- 2
RNCV	Ressources Naturelles et Cadre de Vie
ROSDEPAP-SAMEVI	Renforcement de l'Offre de Service de Détection Précoce, d'Assistance Psychosociale et en soins de Santé Mentale aux Enfants victimes de Violence, y compris les VBG en contexte d'urgence
ROSMEP-VAE/COVID	Renforcement de l'offre de Services et des mécanismes communautaires de prévention et de réponse aux violences et abus envers les enfants, y compris les violences basées sur le genre en contexte COVID-19
SAILD	Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement
SAS	Service d'Action Sociale
SCP	Service Civil pour la Paix
SDE	Service(s) Déconcentré(s) de l'Etat
SPG	Système Participatif de Gestion
SWEDD	Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend (SWEDD) Projet d'Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel
TIM	Troupe d'Intervention Mobile
UPABP	Union Panafricaine des Bâtisseurs de Paix
VBG	Violence basée sur le genre
VELEC	Volontaires Endogènes de Lutte contre les Effets des Changements Climatiques
VPSP	Volontaire des Premiers Secours Psychologiques

# QUI SOMMES-NOUS ?

## Notre identité

- Le Cercle International pour la Promotion de la Création ;
- Une Organisation Non Gouvernementale (ONG) de droit camerounais créée en 1990 ;
- Une ONG d'écologie et de développement holistique ;
- Un espace de promotion du dialogue social, écuménique et interreligieux ;
- Un outil de promotion des droits humains et de la démocratie.

## Notre vision

- Fondé sur le projet de Dieu pour Sa Création, projet de vie en abondance tel que révélé en Jésus-Christ ;
- Où l'homme et la femme s'affirment comme acteurs de leur devenir dans un rapport sain à leur histoire et à leur environnement et s'épanouissent physiquement, moralement, socialement et spirituellement, conditions préalables à l'expression de leur dignité ;
- Où l'humanité s'organise en une société démocratique, juste, pacifique et respectueuse des droits de la personne.

## Notre mission

Nous avons pour mission d'œuvrer pour la promotion de la création en contribuant à la transformation des structures sociales et au renforcement des capacités pratiques et stratégiques des populations défavorisées pour la prise en main de leur destin.

## Notre objectif global

Les bénéficiaires du CIPCRE sont plus résilients, jouissent de leurs droits, s'auto-emploient vivent dans un environnement sain et pacifique tout en participant à la gouvernance de leur localité.

## Nos Programmes

- Programme Agriculture Durable, Entreprenariat et Hygiène communautaire (PADEHCOM)
- Programme Paix et Cohésion Sociale (PACOS)
- Programme Droits Humains et Participation Citoyenne (PDHUPAC)

